

# L'ECONOMISTE

## CAMPUS



# Nouvelle licence

# Ce qu'il faut savoir

*Pages II à IV*

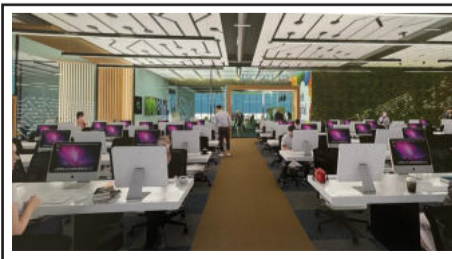
**Frais de scolarité**  
**Des hausses de tarifs en vue?**

*Pages XV & XVI*



■ Pourquoi les sciences & techniques cartonnent dans le privé?

*Page XVIII*



■ Ecoles Code 212: Sur les traces des 1337?

*Page XIV*



# Crédits, mobilité entre universités,

Cette rentrée universitaire 2023-2024 est bien particulière. Elle marque le lancement de la licence nouvelle génération. Une licence, toujours en trois ans, mais avec un dosage plus fort en langues et soft skills, des filières diversifiées, et des cursus d'excellence (à partir du Deug) dans les facultés à accès ouvert. Le e-learning a également été intégré au cahier des normes pédagogiques nationales, et fera désormais partie intégrante de la formation. Par ailleurs, toutes les universités ont signé des conventions pour la mobilité nationale de leurs étudiants. La mobilité sera d'ailleurs obligatoire pour les doctorants. Comment tout cela va-t-il se décliner? Des présidents d'université nous expliquent.



**Houssine Azeddoug,**  
président de l'université  
de Casablanca (Ph. Mofik)



**Abdelaziz Bendou,**  
président de l'université  
d'Agadir (Ph. UIZ)



**Bouchta El Moumni,**  
président de l'université de  
Tétouan (Ph. L'Economiste)

■ A quoi ça sert d'avoir des crédits?

Les universités marocaines ont adopté le système LMD (licence-

master-doctorat) il y a exactement vingt ans, mais elles n'ont jamais activé l'un de ses ingrédients majeurs, les crédits, ou European Credits Transfer System (ECTS). Cette rentrée, pour la première fois, ce dispositif sera appliqué. Le semestre sera composé de 5 modules disciplinaires, de 2 langues et de power skills. Chaque module sera associé à un nombre précis de crédits (voir illustration). Le semestre vaudra ainsi 30 crédits. Pour la licence, il faudra compter un total de 180.

Mais à quoi cela sert-il au juste? «C'est une question que l'on pourrait se poser, puisque les modules sont notés, et sont validés lorsque la note est au minimum de 10/20. L'étudiant peut, en outre, réussir par compensation à condition de ne pas présenter une note inférieure à 5/20 dans une discipline donnée», souligne Bouchta El Moumni, président de l'université de Tétouan. «L'importance de ces crédits réside d'abord dans leur utilité pour la mobilité étudiante. Désormais, toutes les universités publiques peuvent échanger des étudiants en capitalisant les crédits déjà obtenus. Les étudiants peuvent également se déplacer dans des universités européennes qui utilisent ce système depuis maintenant deux décennies», explique-t-il. Les crédits pourraient, en outre, faciliter la réorientation des étudiants souhaitant changer de parcours.

El Moumni relève un autre avantage, celui de disposer d'un capital de crédits tout au long de sa vie. «L'étudiant qui a validé ses crédits

les garde pour toujours. Il peut ainsi s'arrêter en cours de route pour exercer un métier, puis revenir reprendre ses études en faisant valoir les crédits validés», précise-t-il.

Réussir ses modules n'est pas le seul moyen d'obtenir des crédits. Les activités artistiques, culturelles, associatives, sportives... peuvent



**Collège LaSalle**  
+30 ANS AU MAROC

**RENTREE 2023**



**Collège LaSalle**  
**Révéléateur de Talents**

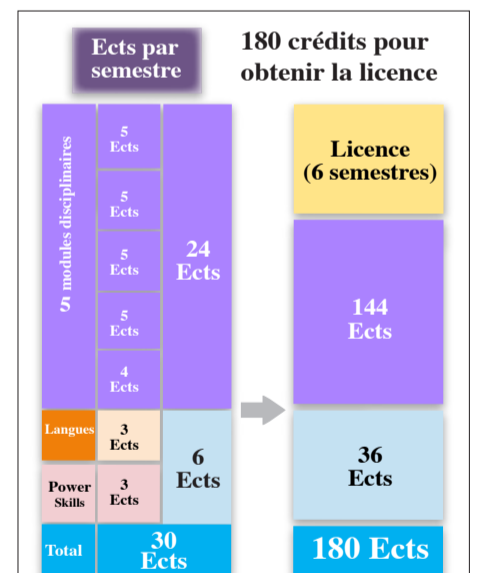
**DESIGN D'INTÉRIEUR | DESIGN DE MODE | ARTS NUMÉRIQUES |**  
**ARTS CULINAIRES ET HÔTELLERIE | GESTION ET COMMERCE**

- Formation canadienne d'excellence
- Programmes accessibles avec Bac ou niveau Bac
- Diplômes reconnus au Maroc et au Canada

**INSCRIPTIONS OUVERTES**  
**0522 87 95 87**

[collegelasalle.ma](http://collegelasalle.ma)



Source: Mesri

\*Ects: European Credits Transfer System

Pour valider un semestre, il faudra cumuler 30 crédits Ects. Cela représente un total de 180 pour les six semestres du parcours licence, dont 144 pour les modules disciplinaires et 36 pour les langues, digital et power skills

être converties en points Ects. Les commissions pédagogiques des filières décideront de leur mode d'attribution. «Néanmoins, il faudra que l'étudiant dispose de l'ossature de base formée par les modules disciplinaires, et qui cumulent 24 crédits», précise le président de l'université de Tétouan. □

# cours en ligne... Ce qu'il faut savoir

## ■ Mobilité nationale des étudiants: Vers un futur Erasmus local

**D**ÉVELOPPER une sorte d'Erasmus marocain, c'est l'idée derrière le projet de mobilité nationale des étudiants porté par le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui. Durant les assises régionales du Plan d'accélération du secteur (Pacte Esri 2030) de 2022, les universités publiques se sont mis d'accord pour introduire cette option. Pour la première fois, des étudiants pourront passer des semestres de formation dans une université autre que celle dont ils relèvent. Des conventions ont été signées dans ce sens. Toutefois, il ne sera pas possible de généraliser cette possibilité pour tout le monde dès cette année.

«Nous avons travaillé sur une convention pour le réseau des ENCG, afin qu'elles démarrent la mobilité des étudiants entre elles à partir de cette rentrée», confie Abdelaziz Bendou, président de l'Université d'Agadir. «Par la suite, nous pourrions privilégier les doctorants, dont la mobilité sera obligatoire, au niveau national ou international, ainsi que les étudiants des centres d'excellence. Pour les masters, ce serait plutôt pour la rentrée 2024-2025», ajoute-t-il. Concernant les nouveaux étudiants qui débarquent cette année à l'université, l'idée est de leur permettre d'effectuer une première année d'études, avant de leur ouvrir des mobilités l'année suivante. Le tronc commun de deux ans de la licence rend plus simple le déplacement des étudiants.

Pour les autres catégories d'inscrits, déjà en 2e ou 3e année, le projet serait compliqué à mettre en place, car trop nombreux. «Pour réussir l'opération, mieux vaut se concentrer en premier sur les nouveaux étudiants, ceux des

centres d'excellence, les doctorants et les masterants. La mobilité s'inscrira ainsi progressivement dans la culture des étudiants», insiste Bendou.

Néanmoins, d'autres ingrédients rentrent en jeu. Si le programme européen Erasmus offre des bourses de mobilité, au Maroc cet avantage n'est pas encore acquis.

Côté logement, par exemple, les universités pensent à des échanges de places dans les cités universitaires. «D'autres conventions spécifiques pourraient venir préciser les détails et les modalités de cette mobilité. C'est le travail des commissions pédagogiques des établissements et des universités. Les instances auront un rôle important à jouer», relève le président de l'université de Tétouan, Bouchta El Moumni. Pour Abdelaziz Bendou, mettre en place un Erasmus local nécessitera forcément un accès au logement et une aide financière à l'intention des étudiants. □



(Ph. A. Na)

UR | Rabat  
Business School  
AACSB  
ACCREDITED

PROGRAMME

EXECUTIVE  
MBA



SCANNEZ-MOI POUR  
PLUS D'INFORMATION

INSCRIPTIONS  
OUVERTES

Rentrée en Septembre





# Crédits, mobilité entre universités, cours en ligne... Ce qu'il faut savoir

## ■ Le e-learning institutionnalisé

Si en 2020 le e-learning s'est imposé de manière inopinée dans les universités, en raison de la crise Covid, cette année il figure sur le cahier des normes pédagogiques nationales (CNPN). «Selon le nouveau CNPN, tout enseignement peut s'effectuer en présentiel, en distanciel ou en mode hybride, en fonction des moyens de chaque université», rappelle Houssine Azeddoug, président de l'université de Casablanca.

Les modules de langues et soft skills seront dispensés à hauteur de 70% en e-learning. Pour les langues, le ministère de l'Enseignement supérieur a prévu une convention avec une plateforme internationale à cet effet. «Mais ce sera géré par des plateformes physiques au niveau de chaque université», précise Azeddoug. Les cours de langues seront couronnés par des certifications obligatoires qui conditionneront l'obtention du diplôme.

Concernant les soft skills, les contenus ont été essentiellement élaborés par le ministère au niveau central. A l'instar des langues, 70% des cours seront opérés en ligne, et 30% en présentiel par des enseignants et animateurs. Au niveau des modules disciplinaires, pas de quota pour le e-learning. Chaque responsable pédagogique est libre d'utiliser le modèle qu'il juge approprié, selon ses moyens. «Heureusement, durant Covid nous avons gagné en expérience et en équipements», confie Azeddoug. Néanmoins, les évaluations se dérouleront en présentiel.



(Ph. Bziout)

Peut-on alors imaginer des cours ou des diplômes 100% en ligne au Maroc? Peut-être plus tard. Cela rentre dans le cadre de l'université virtuelle. Un projet relevé durant la période Covid, mais qui n'a toujours pas abouti.

En termes de connectivité, cette année, pour la première fois, les étudiants ont eu droit à des cartes SIM 4G gratuites, leur permettant d'accéder librement à toutes les ressources pédagogiques universitaires. Plus de 1,1 million de puces Inwi ont été prévues pour couvrir la quasi-totalité des étudiants universitaires. «En plus de cela, les facultés à accès ouvert sont tenues de mobiliser des salles informatique équipées, pour permettre aux étudiants, qui n'en ont pas les moyens, de suivre les modules de soft skills», ajoute le président de l'université de Casablanca. Le wifi devrait aussi être renforcé. Tous les espaces universitaires fréquentés par les étudiants seront équipés d'une connexion wifi, selon le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui. □

## ■ Centres d'excellence: Démarrage imminent



Il est temps de redonner à «la fac» ses lettres de noblesses, selon le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui. Les centres d'excellence qui ouvriront leurs portes dans les facultés à accès libre (économie/droit, lettres, sciences, polydisciplinaires...) permettront de redorer leur image. Plus d'une soixantaine sera accessible dès cette année (pour la liste complète, voir L'Economiste N°: 6567 du 31 juillet 2023), dans l'ensemble des universités publiques. Ils couvriront un large éventail de spécialités. Le recrutement des étudiants est national et non régional. Les processus de sélection des candidats devraient en principe être en cours de finalisation. «Le démarrage devrait théoriquement s'effectuer durant ce mois de septembre», précise le président de l'université de Casablanca, Houssine Azeddoug. Les nouveaux centres d'excellence sont ouverts aux bac+2, choisis parmi les plus méritants. Certains pourront accueillir jusqu'à 400 étudiants. L'objectif est de garantir une formation d'excellence, afin de diplômer des profils pouvant mieux répondre aux attentes des employeurs, et s'insérer plus facilement sur le marché de l'emploi. □

Ahlam NAZIH

**IGA**  
INSTITUT SUPÉRIEUR  
DU GÉNIE APPLIQUÉ

**BUSINESS SCHOOL**  
**INGÉNIEUR D'ÉTAT**

**81**  
BY IGA

**#Bghit nkoun IGAiste**

Bghit nkoun Manager - Ingénieur ...

École reconnue par l'État  
Groupe IGA  
École d'Ingénieurs  
Business School

[www.iga.ac.ma](http://www.iga.ac.ma)

**+20 000**  
diplômés

**Le pont vers l'entreprise**

**3 Campus**

**IGA- campus Belvédère**  
Tél: +212 522 24 06 05 / 42  
inscription.bel@iga.ac.ma

**IGA- campus Maârif**  
Tél: +212 522 23 72 91 / 94  
inscription.mrf@iga.ac.ma

**IGA- campus 2 Mars**  
Tél: +212 522 26 33 23 / 37  
inscription.mrs@iga.ac.ma

+212 623-330122 / +212 661-904283

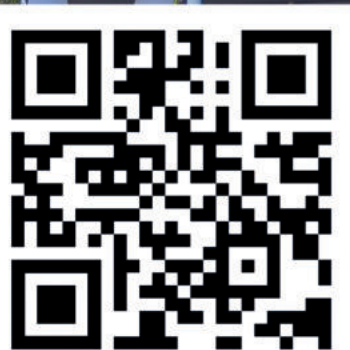
# ESCA

SHAPING LEADERS



AACSB  
ACCREDITED

# Nouveau Campus au Cœur de CFC



**ESCA Ecole de Management :**

**67-3, Bd. de l'Aéropostale, Place Financière (CFC) - Casablanca.**

**WhatsApp : +212 669 41 73 14 / Fixe : +212 522 20 91 20 / Web : [esca.ma](http://esca.ma)**



# Facs: Une multitude de filières spécialisées, dès la 1<sup>re</sup> année de licence

■ Elles sont à accès sélectif, à l'instar des anciennes licences professionnelles

■ Mais elles intègrent des effectifs plus nombreux

EN plus des filières classiques de licence, revisitées avec un accent particulier sur les langues et soft skills et un tronc commun de deux ans, des filières plus spécialisées sont proposées cette année. «Avec ce modèle, nous prenons une thématique et nous la travaillons pendant les trois ans de licence. Durant ce parcours, les étudiants disposent toujours de la possibilité de se réorienter s'ils le souhaitent», explique le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui. L'accès à ces filières nouvelles est

sélectif, afin de garder un minimum de qualité. Chaque université est libre de décider des modalités. Cela n'est pas sans rappeler les licences professionnelles (LP) abandonnées à partir de cette rentrée. «La différence est que les LP prenaient 40 ou 50 étudiants. Ces nouvelles licences peuvent aller jusqu'à 400. Elles sont également plus pointues et plus consistantes», précise Miraoui. Les programmes sont généralement conçus en concertation avec les opérateurs socioéconomiques. «Evidemment, nous garantissons une place à tout le monde à l'université publique. Cependant, ces nouvelles filières concernent des branches où la demande n'est pas infinie! Nous nous devons d'en limiter l'accès, afin de ne pas tomber dans les travers de certains parcours qui forment de manière pléthorique, alors que le marché n'est plus demandeur», souligne le ministre.



Abdellatif Miraoui, ministre de l'Enseignement supérieur: «La solution la plus facile était d'augmenter les effectifs des écoles à accès sélectif. Mais le vrai défi est au niveau des facultés à accès ouvert, là où l'on gère la masse. C'est là que nous devons innover» (Ph. Bziouat)

Cette rentrée, l'offre de formation en licence est donc plus diversifiée et plus élargie. «En sciences économiques, par exemple, nous avons soit économie, soit gestion. Désormais, à l'intérieur de ces deux branches de licence nous comptons plusieurs filières. Par ailleurs, avant, les licences étaient généralistes. Les étudiants ne commençaient à se spécialiser qu'en

master. Aujourd'hui, la spécialisation démarre dès la 3<sup>e</sup> année de licence», explique Abdellatif Komat, doyen de la faculté de droit Aïn Chock de Casablanca. Cette nouvelle configuration permettra aussi de répartir les étudiants sur un nombre plus important de filières, et donc d'en réduire le nombre par groupe. □

Ahlam NAZIH

**HEM Business and Engineering School**

ÉCOLE SUPÉRIEURE PRIVÉE N°1 AU MAROC

MANAGEMENT GESTION **BAC+5** INGÉNIERIE INFORMATIQUE

**PLUS DE 500 BOURSES ACCORDÉES À LA RENTRÉE 2023 !**

**Dernières sessions d'inscriptions**

hem.ac.ma 0522 87 95 95

CANADA LCI Education

## Sélection de spécialités nouvelles dans les universités publiques

(Accessibles à partir de la 1<sup>re</sup> année de licence)

### Université Mohammed V de Rabat

Intitulé de la filière	Etablissement
Métiers de la communication digitale	FLSH Rabat
Communication des Organisations	
Génie civil	FS Rabat
Electronique, Informatique et Robotique	
Génie et Gestion de l'eau	
Réseaux et télécommunications	
Droit et Economie	FSJES - Agdal
الدراسات السياسية والجيوسياسية والتجارية	FSJES - Souissi
Business administration	
الريادة وإدارة الأعمال	

### Université Sultan Moulay Slimane Béni-Mellal

Agro biosciences (BCG)	FP Béni Mellal
Ingénierie informatique et Intelligence artificielle (PC)	FP Khouribga

(Suite en page VIII)



# SORTIR D'ÉCOLE SANS EXPÉRIENCE AVEC 2 ANS D'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

ATLANTIC  
Business School  
Grande École de Management

UNA

## L'ALTERNANCE EN ENTREPRISE AU CŒUR DU CURSUS

- JUSQU'À 2 ANS D'EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE EN ENTREPRISE
- JUSQU'À 70% DE COUVERTURE DE VOS FRAIS DE SCOLARITÉ
- UN AVANTAGE FORT POUR LE DÉMARRAGE DE VOTRE CARRIÈRE

ACCRÉDITÉE  
PAR L'ÉTAT

Atlantic Business School vous donne l'opportunité de combiner expérience professionnelle et académique à travers ses Licences en **Marketing Digital**, **Management Public & Gouvernance Territoriale & Ingénierie Financière** et ses Masters en **Marketing & Communication Digitale** et **Comptabilité, Contrôle & Audit**.

Pour les étudiants les plus méritants, Atlantic Business School offre la possibilité d'accéder à des **bourses et aides** selon des critères d'éligibilité disponibles sur notre site.

Ne manquez pas nos **journées portes ouvertes** tous les mercredis et samedis ! Nos équipes sont à votre disposition pour répondre à toutes vos questions.

Rejoignez en alternance nos divers **partenaires**, entre autres :



05 22 10 62 62



La colline - sidi maarouf



www.una.ma



# Facs: Une multitude de filières spécialisées, dès la 1<sup>re</sup> année de licence

(Suite de la page VI)

## Sélection de spécialités nouvelles dans les universités publiques (Accessibles à partir de la 1<sup>re</sup> année de licence)

### Université Hassan II Casablanca

Arts et media	FLSH Ben M'Sick
الترجمة والذكاء الاصطناعي	
Procédés analytiques et industriels	
Mécanique énergétique	FS Ben M'Sick
Electronique, Systèmes embarqués & Télécommunication	
Digital Communication, Culture & Entrepreneurship	FSJES Ain Sebaâ
الذكاء الاصطناعي والرقمنة في التمويل الإسلامي	
Business administration	FSJES - Ain Chock
Analyste juridique et fiscal	

### Université Abdelmalek Essaadi Tétouan

Chimie analytique et contrôle de la qualité	FS Tétouan
Management des ressources humaines	FSJES - Tanger

### Université Ibn Toufail Kénitra

المهن الفنية والوسائطية مسار التصميم الكرافيكي و فنون الإظهار	FLLA Kénitra
المهن الفنية والوسائطية مسار السمع البصري	
مهن المسرح وفنون العرض مسار التمثيل والتشخيص	
مهن المسرح وفنون العرض مسار السينوغرافيا	
المساعدة الاجتماعية	FSHS Kénitra
التربية الدامجة للأشخاص في وضعية إعاقة	
التربية والإدماج الاجتماعي	

### Université Sidi Mohammed Ben Abdellah Fès

المهن القضائية	Faculté chariâa
مهن الصحافة والإعلام الرقمي	FLSH Saïss
Ingénierie agroalimentaire (BCG)	FP Taza
Géomatique et Ressources en eau (BCG)	

### Université Ibn Zohr Agadir

الفنون والتراث	FLASH Ait Melloul
Assistance sociale	
Anthropologie sociale	
Langues, Communication et Traduction	FP Es-Semara
Tourisme, Culture et Développement durable	FP Ouarzazate
Gestion de la production cinématographique et audiovisuelle	
Langues étrangères appliquées et communication	
Cybersécurité	
Design Thinking & UX/UI Design	FP Taroudant
Langues étrangères appliquées	
Media Digital	
Entrepreneuriat et Développement des business	
Génie thermique et Efficacité énergétique	FSA Ait Melloul
Droit des affaires	FSJES - Agadir

### Université Mohammed Premier Oujda

الدراسات الإفريقية	FLSH Oujda
علوم الاعلام والتواصل الاستراتيجي	
الصناعات الثقافية والفن السينمائي	
Sciences de l'information et de la communication	
La Psychologie de la motivation	FP Nador
المساعدة الاجتماعية	
Management portuaire et logistique	
Management des PME - PMI	FS Oujda
Génie des matériaux	
Actuariat et Mathématiques appliquées à la finance	
Chimie analytique et management de la qualité	FSJES - Oujda
Environnement et Génie civil	
الوساطة الأسرية	
Educateur spécialisé	FSJES - Oujda
Gestion des institutions à caractère social	
Médiateur social	

### Université Cadi Ayyad Marrakech

Langues appliquées à la culture	FLA Marrakech
Aide à la décision en sciences des données	FS Semlalia

### Université Moulay Ismail Meknès

Hydrologie & hydrogéologie	FS Meknès
Ressources minérales	
Géosciences et Géologie de l'ingénieur	

### Université Hassan Premier Settat

تدبير المؤسسات الاجتماعية	FSJP-Settat
القانون الجنائي للأعمال	
Métiers du notariat	

### Université Chouaib Doukkali El Jadida

Eau et Sol (BCG)	FS El Jadida
Environnement et Gestion du littoral (BCG)	
Génie électrique et Energies renouvelables (PC)	
Cyber sécurité et Confiance numérique (IA)	FP Sidi Bennour
Business Intelligence et Big Data (IA)	

- **FSJES:** Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
- **FS:** Faculté des Sciences
- **FLSH:** Faculté des Lettres et Sciences Humaines
- **FP:** Faculté Polydisciplinaire
- **FSJP:** Faculté des Sciences Juridiques et Politiques
- **FSA:** Faculté des Sciences Appliquées
- **FLA:** Faculté de Langue Arabe
- **FLASH:** Faculté des Langues, Arts et Sciences Humaines
- **FLLA:** Faculté des Langues, des Lettres et des Arts
- **FSHS:** Faculté des Sciences Humaines et Sociales



# EdTech : Epson à la pointe de l'éducation 2.0

DANS le monde en constante évolution de l'éducation, la technologie joue un rôle de plus en plus crucial pour créer des environnements d'apprentissage équitables et de haute qualité. Ainsi, l'EdTech, ou technologie éducative, a pris une importance primordiale au cours des dernières années et son rôle a été encore plus important depuis la pandémie mondiale de Covid-19, survenue en 2020. Avant cette crise sanitaire, la mise en place d'un programme d'apprentissage numérique exigeait des mois de préparation. Grâce à l'engagement et la mobilisation des opérateurs numériques, le secteur de l'éducation a pu opérer en quelques semaines, voire quelques jours, une transition vers l'apprentissage à distance et a pu garantir la continuité des études malgré les contraintes de la distanciation sociale. Dans ce contexte, le géant japonais Epson a émergé comme un acteur majeur dans l'établissement d'environnements d'apprentissage performants grâce à une approche avant-gardiste, implantée dans ce domaine depuis plusieurs années. En effet, plus de 33 millions d'élèves de la région EMEA ont étudié à l'aide d'un projecteur Epson en 2022.<sup>(1)</sup> L'approche Epson se traduit par des solutions éducatives personnalisées qui ont toutes pour objectif de répondre aux besoins diversifiés des élèves et des enseignants tout en rendant l'apprentissage plus attrayant et plus mémorable. S'appuyant sur une technologie avancée, Epson propose une gamme de produits qui s'adaptent aux différentes méthodes d'apprentissage, du tableau blanc interactif aux vidéoprojecteurs de pointe en passant par les scanners et imprimantes. Et l'un des atouts majeurs d'Epson réside dans sa capacité à stimuler les interactions entre enseignants et apprenants, même à distance, grâce à des outils technologiques permettant le partage du contenu de manière dynamique et d'encourager la participation des élèves, créant ainsi une expérience d'apprentissage plus immersive.

Au Maroc, Epson est à l'écoute du secteur de l'éducation, du préscolaire à l'enseignement supérieur et plus particulièrement depuis la crise sanitaire qui a profondément perturbé le fonctionnement des écoles et déstabilisé les méthodes d'enseignement. Dans ce contexte, Epson Maroc a mené une étude « pour explorer comment une approche hybride combinant l'enseignement expérientiel et l'utilisation des technologies de classes peut offrir une expérience éducative efficace, notamment dans le processus d'apprentissage de la lecture ». Résultat, la majorité des enseignants du primaire interrogés (71%) estiment que l'enseignement hybride est plus efficace et 80 % affirment qu'une imprimante est un outil indispensable en classe pour la production de supports pédagogiques permettant aux élèves d'acquérir les compétences pédagogiques. L'utilisation d'un vidéoprojecteur est tout aussi importante pour l'assimilation de ces mêmes compétences. Mais pour que la technologie apporte de réels bienfaits et que le noyau pédagogique soit pleinement efficace, l'EdTech doit être utilisée de manière attrayante pour les élèves et soutenue par les enseignements et les administrateurs éducatifs. Trop souvent, les écoles et les universités se



*S'appuyant sur une technologie avancée, Epson propose une gamme de produits qui s'adaptent aux différentes méthodes d'apprentissage, du tableau blanc interactif aux vidéoprojecteurs de pointe en passant par les scanners et imprimantes.*

sentent obligées de faire des investissements qui ne leur conviennent pas, qui génèrent de la frustration et un gaspillage des ressources. « Ce secteur représente en effet, une énorme opportunité pour les établissements d'enseignement qui s'efforcent de mettre en place les meilleurs environnements d'apprentissage possibles pour leurs étudiants. Mais en ce qui concerne le choix et l'utilisation de la technologie, les avis sont très partagés. Il est essentiel de comprendre ce qui est disponible, ce qui est possible et ce qui est réellement bénéfique pour les étudiants et les enseignants », souligne Hicham El Abbadi, Sales Manager Enterprise, French speaking Africa & Dom Com.

Pour éviter cela, les équipes d'Epson s'engagent à aider les établissements à prendre « des décisions éclairées en matière de technologie ». De plus, Epson propose des produits peu énergivores, comme ses imprimantes Ecotank. En effet, la technologie d'impression à froid permet une durée de vie plus longue des machines en plus de réaliser une économie de 95% sur la facture énergétique, tout en étant 3,5 fois plus rapide qu'une imprimante laser. « La gamme Ecotank réduit aussi le coût de l'encre de 90 % car les imprimantes sont équipées de réservoir d'encre. Une garantie extensible à trois ans est également proposée à l'achat d'un produit Ecotank », affirme Hicham El Abbadi. Toutefois, la technologie, aussi avancée soit-elle, ne peut remplacer les enseignants. De cela, Epson en est pleinement conscient. Aussi, le constructeur japonais s'attache à former les éducateurs à utiliser efficacement ses produits, garantissant ainsi une utilisation optimale en classe. « Ce processus d'adaptation au numérique permet de tirer pleinement parti des avantages que la technologie peut apporter à l'enseignement au Maroc », précise Hicham El Abbadi.

Enfin, dans un domaine en constante évolution, Epson dont les ventes annuelles mondiales dé-

passent 1 000 milliards de yens (plus de 70,2 milliards de DH), ne se repose pas sur ses lauriers. L'entreprise investit massivement dans la recherche et le développement pour rester à la pointe de la technologie éducative. Cette détermination à innover est ce qui a permis à Epson de rester un acteur clé dans la transformation de l'éducation.

**Hanna DUTEL**

(1) : Future source Consulting, juillet 2022

## Pour la meilleure éducation possible

L'équité en éducation étant une souffrance mondiale, Epson s'engage par ailleurs à rendre ses technologies accessibles à tous, quel que soit le contexte. Cela signifie également travailler sur la connectivité pour garantir que même les régions éloignées puissent bénéficier des avantages de l'EdTech. « Au Maroc, Epson partage l'ambition de la communauté éducative (acteurs publics et privés et société) d'aider tous les enfants à bénéficier de la meilleure éducation possible », déclare Hicham El Abbadi. Ainsi, le constructeur a signé, en mai 2022, une convention de partenariat avec l'Académie régionale de l'éducation et de la formation de la région Casablanca-Settat dans le but de participer à la mise en place d'un préscolaire de qualité, équitable et inclusif. Dans ce sens, le constructeur japonais a fait don d'outils technologiques (imprimantes et vidéoprojecteurs) d'une valeur de 500 000 DH au profit de plus de 6800 enfants dans 157 structures de préscolaire. Ces outils permettent au personnel éducatif d'optimiser le temps scolaire et aux enfants d'acquérir des bases solides en lecture. L'objectif est de favoriser l'égalité des chances, notamment dans les zones de précarité sociale et les régions reculées.



# Plus de 60 centres d'excellence dans les facs

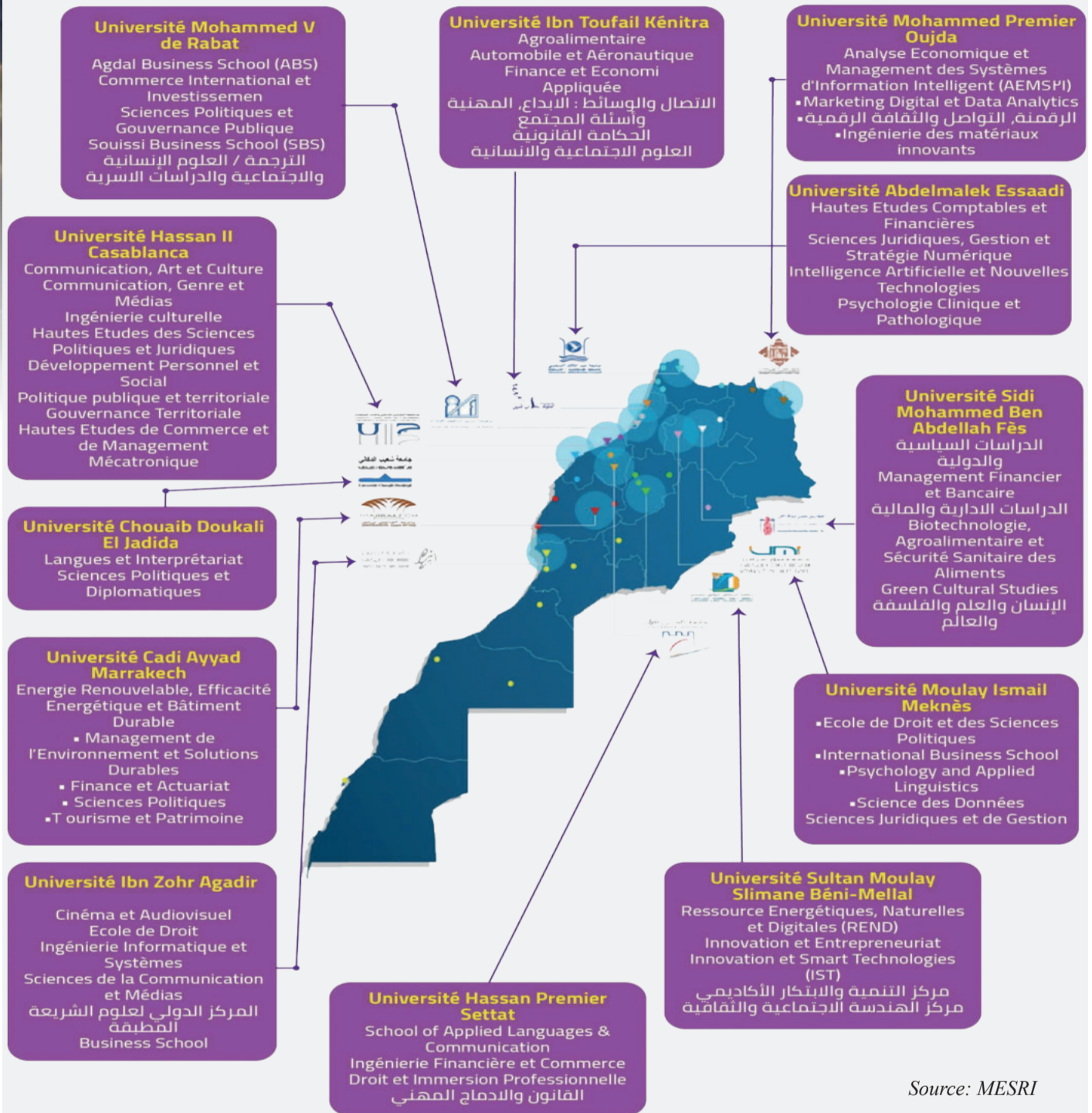
## Panorama de l'offre



CETTE rentrée 2023-2024, plus d'une soixantaine de centres d'excellence ouvrent leurs portes dans les facultés à accès ouvert (droit, sciences, lettres, polydisciplinaire...). Ils proposent quelque 113 filières de formation dans toutes les disciplines. Les universités de Casablanca, Rabat, Agadir et Kénitra sont celles qui ont monté le plus d'offres. Accessibles aux bac+2, ces centres devraient en principe démarrer durant ce mois de septembre, à l'issue du processus de sélection des candidats. Le recrutement des étudiants est national et non régional.

A travers cette initiative, le ministère de l'Enseignement supérieur entend redorer l'image des facultés, et y créer un esprit d'émulation. L'idée est également de redonner une chance aux étudiants d'accéder à des parcours d'excellence après un bac+2, et de maximiser leurs chances d'insertion professionnelle. Selon le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui, des milliers de demandes ont été reçues. «Le concept semble prendre», confie-t-il. □

A.Na



## LA NEWSLETTER

**3 FOIS  
 PAR JOUR**

L'information économique de référence à travers  
 une sélection de nos meilleurs articles et flashes info

**ÉCONOMIE | ENTREPRISES | RÉGIONS**
**SOCIÉTÉ | INTERNATIONAL | POLITIQUE**

 Inscrivez-vous gratuitement sur : [www.leconomiste.com/la-newsletter](http://www.leconomiste.com/la-newsletter)
**L'ECONOMISTE**  
 LA RÉFÉRENCE AU QUOTIDIEN



L'école des nouveaux métiers  
du Journalisme et de la Communication

# REJOIGNEZ-NOUS

POURSUITE DU CONCOURS D'ENTRÉE

Du lundi au vendredi à partir de 10h  
durant le mois de septembre

CONTACT



**CONTACT:**  
**0600968740**  
**WWW.ESJC.MA**



# Les écoles se préparent pour former

■ **Augmentation des effectifs, ouverture de nouvelles filières...**

■ **Certaines attendent de recevoir des financements, les budgets se font attendre**

LE défi est considérable: diplômer 50.000 étudiants dans le domaine des IT d'ici à 2030, contre 10.000 aujourd'hui. Le projet, préparé depuis des mois par le ministère de l'Enseignement supérieur et celui de la Transition numérique, sera activé dès cette rentrée. De nombreux établissements scientifiques de l'enseignement supérieur y ont adhéré (écoles d'ingénieurs, facultés des sciences, ENSA, ENSAM...).

L'idée est de répondre aux besoins grandissants du marché en profils IT, à l'heure où la demande se mondialise et où la fuite des cerveaux fait rage. Cependant, difficile de s'investir dans cette initiative sans bénéficier des moyens qu'il faut. Les écoles d'ingénieurs relevant des universités, par exemple, ont d'ores et déjà atteint leurs li-



Tous les établissements supérieurs scientifiques sont concernés par le programme de formation de 50.000 profils IT, mais tous n'y ont pas encore adhéré (Ph. DR)

mites en termes d'effectifs, sachant qu'elles ont sensiblement élargi leur capacité d'accueil au cours des dernières années. Equipements, encadrement, salles de travaux pratiques... La logistique doit suivre



pour garantir la qualité de l'offre de formation. Si certains établissements préfèrent attendre, d'autres ont fourni l'effort d'ouvrir de nouvelles filières IT et d'augmenter les effectifs d'inscrits.

• **La faculté des sciences Aïn Chock double ses effectifs**

La faculté des sciences Aïn Chock de Casablanca, par exemple ambitionne de plus que doubler le nombre de ses étudiants dans le do-

## L'EMI et l'ENSIAS se concentrent pour le moment sur Jobintech

JOBINTECH, c'est l'autre projet de formation de compétences dans le digital, initié par les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Transition numérique, en partenariat avec la CDG. Mais cette fois-ci, il s'agit de formations courtes au profit de profils déjà diplômés, afin de leur permettre de mieux s'insérer sur le marché de l'emploi. La phase pilote a été déployée dans la région de Rabat-Salé-Kénitra, avec la participation de plusieurs établissements, dont deux grandes écoles d'ingénieurs, l'EMI et l'ENSIAS. L'objectif est de certifier 1.000 personnes pour commencer, titulaires de tous types de diplômes. Le programme dure 4 mois au total.

L'EMI chapeaute pour l'instant deux groupes de 20 participants. En termes de cycle ingénieur, l'école historique propose une filière Informatique et digitalisation. «Nous avons été les premiers à ouvrir une option informatique au Maroc», rappelle son directeur, Hassane Mahmoudi. «Et nous prévoyons d'introduire des modules de digitalisation dans toutes les filières, puisque le numérique est aujourd'hui partout», ajoute-t-il.

Toutefois, l'EMI avance en fonction des moyens dont elle dispose. L'école accueille actuellement quelque 550 étudiants (dont 90 en informatique et digitalisation), contre seulement 100 par promotion il y a vingt ans.

L'ENSIAS, première école de formation d'ingénieurs informatiques en Afrique, prévoit aussi deux groupes de 20 participants dès ce mois de septembre. «Nous visons deux profils, full stack et développement SQL et PLSQL sous Oracle, et nous préparons un troisième sur l'administration de bases de données», précise sa directrice, Ilham Berrada. «Il s'agit de formations intensives de 3 à 4 mois, avec un objectif d'insertion professionnelle. Nous devons démarrer en juillet, mais n'avons pas reçu le type de candidats que nous ciblons», explique-t-elle. Les personnes déjà en activité, ou encore les doctorants à l'affût de certifications complémentaires, ça ne passe pas.

L'ENSIAS devait adhérer au programme de formation de 50.000 diplômés en IT en mai déjà, mais le projet tarde à se mettre en place. L'école attend de recevoir les budgets qu'il faut. «Nous avons l'obligation de loger nos étudiants, et il fallait d'abord budgétiser l'extension de la résidence, et demander de nouveaux postes budgétaires pour intégrer des enseignants», confie Ilham Berrada.

Pas question de brader le cursus. «La formation d'ingénieurs nécessite un encadrement de proximité», insiste la directrice. Actuellement, l'ENSIAS recrute 300 nouveaux inscrits par an. Si l'on rajoute les masterants et les doctorants, l'effectif monte à 1.700. □

Ahlam NAZIH

# 50.000 diplômés en IT

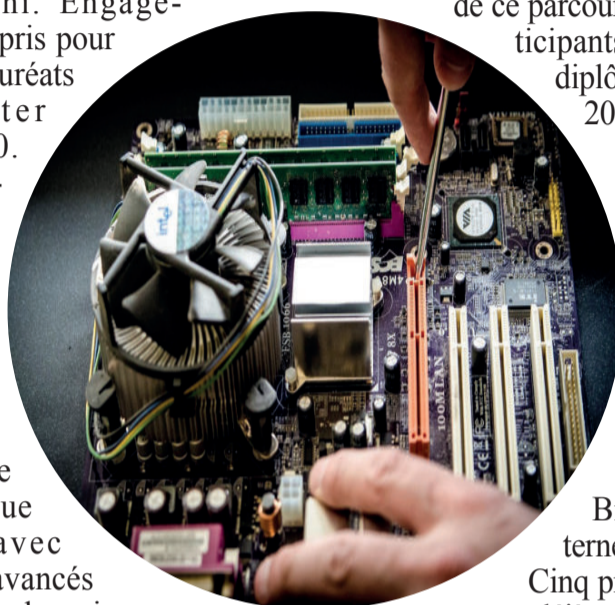
maine numérique à partir de cette rentrée, le faisant passer de 250 à 550. La faculté ouvre à cet effet 4 nouvelles filières: Administration des systèmes, développement informatique, ingénierie logicielle et cybersécurité.

## • De nouveaux masters à l'ENSAM Casablanca

L'ENSAM Casablanca, pour sa part, a accredité deux masters innovants pour cette rentrée: Immersive technologies, et Ingénierie digitale pour les métiers de la santé, élaboré conjointement avec les facultés de médecine et de dentaire de Casablanca. «Les candidatures pour le recrutement de 30 étudiants par master et par année ont été lancées en juillet, pour démarrer les cours

à partir de la mi-septembre 2023», précise son directeur sortant, Ahmed Mouchtachi. Engagement a été pris pour livrer 40 lauréats par master d'ici 2030.

L'école dispose déjà d'une filière ingénieur en intelligence artificielle et génie informatique (IAGI), avec des cours avancés en machine learning, deep learning, robotique, Inter-



net des objets (IoT) ou encore en réalité augmentée. La 2e promotion de ce parcours, de 35 participants, a reçu son diplôme en juillet 2023.

La promotion 2024 devrait compter 65 lauréats. Côté master, l'école propose un cursus en Big Data et Internet des Objets. Cinq promotions en sont déjà sorties.

## • ENSA d'El Jadida: Une filière ingénieur en cybersécurité

L'ENSA d'El Jadida a tout de suite adhéré au projet, qui «s'inscrit parfaitement dans son plan de développement», selon son directeur, Abdelwahed Hajjaji. «Nos lauréats qui trouvent le plus rapidement un emploi sont ceux formés dans le domaine des IT», confie-t-il. Cette rentrée, l'ENSAJ lance une filière ingénieur en cybersécurité et confiance numérique, avec une cinquantaine d'étudiants. Elle vient d'ajouter à deux autres parcours ingénieurs dans le domaine: Ingénierie des systèmes d'information et de communication et Ingénierie informatique et technologies émergentes. De nouvelles formations dédiées au digital seront ouvertes l'année prochaine. □

Ahlam NAZIH



**ESSEC**  
BUSINESS SCHOOL

Enlighten. Lead. Change.

## IN AFRICA FOR THE WORLD

### EXECUTIVE EDUCATION

- Executive Certificates
- Customized Executive Programs

Selon le classement FT (Financial Times)

**#9**

Business School  
(Europe 2022)

**#9**

Executive Education  
Programs  
(Monde-2023)

**#5**

Customized Executive  
Education Programs  
(Monde-2022)

### GLOBAL BBA

- Parcours Innovation et Management Digital

Le Bachelor **#1** en France selon:

**Le Point** Challenge<sup>s</sup> **L'OB**

**l'Etudiant** **parcoursup**  
Entrez dans l'enseignement supérieur



Pour plus d'informations, contactez-nous au : +212 (0)5 37 82 40 00 - [www.essec.edu](http://www.essec.edu)



# Ecoles Code 212: Sur les traces des 1337?

■ Du peer learning, mais un parcours de certification plus court

■ Des espaces de pitch, de coworking, robotique, impression 3D, détente... aussi

■ Agadir aura droit à 9 centres de coding

LES universités publiques se mettent aussi au coding. Cette année, plusieurs ouvrent des écoles dédiées, des «Code 212». Après l'université de Casablanca, qui a lancé la première Code 212 l'an dernier, c'est au tour de Kénitra et Agadir d'ouvrir les leurs cette rentrée.

D'autres leur emboîteront le pas par la suite, à commencer par celle de Rabat. «Nous nous sommes engagés dans une initiative similaire, avec des partenaires du secteur privé, comme la CDG, à l'affût de talents JobReady, et au profit des citoyens en quête d'emploi», confient les responsables de l'université Mohammed V de Rabat. «Le centre Code 212 permettra aux étudiants d'acquérir des doubles compétences les préparant à suivre les évolutions du marché du travail, notamment dans les domaines du codage, du big data, de la data science, de la robotique, ou encore de l'intelligence artificielle», expliquent-ils.

## Ouvertes à tous les étudiants, toutes spécialités confondues

Chaque université ouvrira son école de coding à tous ses étudiants, quel que soit leur établissement ou leur spécialité, pour leur permettre de suivre une formation complémentaire dans le digital, et améliorer leur employabilité. Le concept est inspiré de celui des écoles 1337 chapeautées par la fondation OCP. L'autoformation et le peer learning (apprentissage par les pairs) y seront privilégiés. Les étudiants pourront ainsi s'entraider pour monter ensemble en compétence. A l'école de Casablanca, basée au niveau de l'ENSAM, les étudiants sont également encadrés par des enseignants



Photos maquettes du futur grand centre Code 212 d'Agadir. Sa superficie utile est de 2.572 m<sup>2</sup>. Le projet nécessitera un investissement global de 35 millions de DH. Les constructions devraient commencer au cours de ce mois de septembre. La livraison est prévue dans un an (Ph. DR)



et des professionnels, selon son initiateur, Ahmed Mouchtachi. Si dans les 1337 le cursus peut durer de 3 à 5 ans, à travers l'accomplissement de plusieurs niveaux de formation, dans les Code 212, le parcours dure quelques semaines seulement, le temps de se soumettre à des certifications. «Nous signerons des conventions avec de grands éditeurs et constructeurs informatiques, tels que Huawei, Microsoft, Oracle,

Google..., pour des formations certifiantes à distance, qui pourraient durer au maximum 3 mois», précise Adil Aoufi, directeur du pôle digitalisation de l'université Ibn Zohr d'Agadir (UIZ).

A Agadir, l'université, qui couvre toutes les régions du Sud, prévoit à elle seule 9 Code 212. L'institution compte aller au-delà du simple centre de coding. Des espaces de pitches, coworking, vi-

sioconférences, détente et même de robotique, de réalité virtuelle et d'impression 3D y seront proposés. «L'idée est de déployer une offre complète, avec des services que les étudiants ne trouvent pas dans leurs établissements. Cela leur permet aussi de sortir de leur environnement et de découvrir de nouveaux horizons», souligne Adil Aoufi. □

Ahlam NAZIH

## Accessibles 24h/24 et 7j/7

LE premier centre Code 212 d'Agadir, de petite taille, démarre cette rentrée dans le complexe universitaire. Il s'agit d'une bibliothèque qui a été transformée. Quelque 100 ordinateurs, ou «stations de travail», y sont mobilisés. «Ce sont des ordinateurs puissants, avec webcam et écran 27 pouces. L'espace sera ouvert 24h/24 et 7j/7. Les étudiants devront faire des réservations sur la plateforme pour des créneaux précis. Ils peuvent réserver en moyenne 2 heures. Avec ces conditions nous pouvons recevoir jusqu'à 1.200 étudiants par jour», détaille Adil Aoufi. Un effectif considérable.

Un deuxième centre, beaucoup plus grand, sera érigé à Agadir, non loin de la faculté de droit et de la cité universitaire, au niveau du secteur de Dakhla. Les constructions devraient commencer durant ce mois de septembre. D'autres Code 212, petits ou moyens, suivront dans l'ensemble des zones chapeautées par l'UIZ, à Dakhla, Ait Melloul, Guelmim, Ouarzazate, Laâyoune et Smara. □



# Ecoles privées: Des hausses de tarifs en vue?

■ **Le caractère ultra concurrentiel du secteur rend les révisions des prix difficiles**

■ **Certains établissements garantissent des frais fixes tout au long du cursus**

DE l'inflation partout! Ces derniers mois la cherté de la vie a atteint des niveaux difficilement supportables. Les ménages n'en peuvent plus. La tendance inflationniste gagnera-t-elle aussi l'enseignement supérieur privé?

Dans le secteur, la question est assez délicate, à la fois en raison de la concurrence exacerbée entre établissements, et de la dimension sociale de l'activité. Car malgré son caractère payant, l'enseignement privé reste un service public rendu à la société. «Le sujet revêt plusieurs dimensions et doit être appréhendé de façon apaisée et rationnelle», relève Thami Ghorfi, président de l'ESCA Ecole de Management. «Le secteur est très concurrentiel, et l'offre de places est structurellement supérieure à la demande. De ce fait, la marge de manœuvre des universités et des écoles est très réduite», poursuit-il.

Néanmoins, le réajustement des frais de scolarité est une nécessité, selon le président de l'ESCA, puisque les établissements sont tenus de maintenir la qualité de leur offre, à travers des recrutements d'enseignants performants, et divers investissements (physiques, technologiques et immatériels). Cette année a été particulière, à cause de l'inflation et d'une mesure qui vient renchérir le coût de leurs recrutements: le passage de l'IR sur les vacances des profs de 17 à 30%.

Mais alors, faudra-t-il payer plus pour accéder au privé cette année? Pas forcément. Il faut préciser que les hausses de tarifs ne sont pas systématiques, et peuvent dans certains cas intervenir à plusieurs années d'intervalle.

• **ESCA, pas de mauvaise surprise sur tout le parcours!**

L'ESCA, par exemple, n'a pas appliqué d'augmentation depuis quatre ans, du fait de la crise Covid. Cette année, elle a dû opérer une majoration moyenne de moins de 5%, mais uniquement pour les nouveaux étudiants. Et pour cause, l'ESCA garantit des frais de scolarité fixes pendant toute la durée de formation des étudiants



Thami Ghorfi, président de l'ESCA  
(Ph. F. Alnasser)

qui s'inscrivent chez elle. «Cet engagement puissant de l'école assure aux parents et aux étudiants une visibilité à l'avance du coût global de leur cursus, sans la moindre surprise en cours de route», souligne son président.

• **IGA: La dernière augmentation remonte à 2010**



Mohamed Zaoudi, directeur de l'IGA  
(Ph. IGA)

Pareil chez l'IGA. «Un étudiant déjà inscrit ne subira aucune augmentation durant son parcours à l'IGA», confirme Mohamed Zaoudi, directeur. La dernière hausse des tarifs de l'école d'ingénieurs, de 9%, remonte à 2010, sachant que les frais de scolarité incluent la formation, les cours de soutien, les supports des cours, et diverses

activités. Cette année, pas d'augmentation en perspective non plus. «Même avec l'alourdissement continu des charges, nous avons consenti beaucoup d'efforts pour garder les mêmes prix. Nous œuvrons dans un domaine très noble, et le maintien des tarifs durant ces dures périodes pour les familles est le minimum que nous puissions fournir», confie Zaoudi.

• **Rabat Business School: Une seule majoration en plus de 10 ans**



Olivier Aptel, DG de RBS (Ph. RBS)

Depuis sa création en 2010, Rabat Business School (Université internationale de Rabat) n'a procédé qu'à un seul relèvement de tarif, en 2021, d'environ 5%. Pour cette rentrée 2023-2024, pas de majoration. «Bien sûr, l'inflation que nous subissons actuellement militerait pour une augmentation, cependant, cela serait en contradiction avec la vocation d'ouverture sociale prônée par l'UIR depuis sa création», explique Olivier Aptel, DG de RBS. «Il n'en reste pas moins que l'accroissement des coûts de fonctionnement implique une gestion budgétaire rigoureuse, pour continuer à

améliorer constamment la qualité académique délivrée aux 2.500 étudiants de l'école», concède Aptel.

• **EIGSI: Une fréquence de 3 à 4 ans**



Youssef Ben El Mostafa, DG de l'EIGSI  
(Ph. EIGSI)

A l'EIGSI, les augmentations interviennent généralement chaque 3 à 4 ans. «Malgré le fait que contractuellement nous nous réservons le droit d'augmenter les frais en fonction du taux d'inflation, nous avons gardé les mêmes frais depuis la rentrée scolaire 2019-2020», partage Youssef Ben El Mostafa, DG de l'EIGSI. «Malheureusement, nous étions dans l'obligation, cette année, de rehausser ces frais de l'ordre de 3,7%», ajoute-t-il. L'école d'ingénieurs française a dû ajuster ses prix pour faire face à l'inflation galopante, ainsi qu'au passage du taux d'imposition des vacances de 17 à 30%.

• **HEM: Pas cette année**



Hassan Sayarh, DG de HEM (Ph. HS)

«Non, nous ne prévoyons pas de hausse cette année», renseigne Hassan Sayarh, DG de HEM. La business school a augmenté ses prix pour la dernière fois il y a deux ans. Elle révisé ses tarifs en général à une fréquence de deux à trois ans. Pour l'année prochaine, pas de visibilité, même si l'école reconnaît le poids de l'inflation et du renchérissement du coût des vacances. □

## En cas de défaut de paiement, quel sort pour les étudiants?

CHACQUE année, écoles et universités payantes sont confrontées à des difficultés et défauts de paiement des parents. Tous les établissements contactés assurent offrir des facilités, et faire preuve de flexibilité pour «ne surtout pas perturber la scolarité de l'étudiant».

Dans certains cas des bourses peuvent être accordées. L'ESCA, par exemple, mobilise un système de bourses et de solidarité. Dans le cas où l'étudiant perd son tuteur, il peut bénéficier d'une bourse de 50 à 100% des frais de scolarité, sur toute la durée restante de son programme. En cas de redoublement, l'étudiant ne s'acquitte que de la moitié des frais au titre de l'année de redoublement, «pour soutenir les parents à supporter la double peine», argue son président, Thami Ghorfi.

A RBS, des bourses sont attribuées sur la base du revenu des parents. Grâce au partenariat de l'école avec une banque de la place, les familles peuvent obtenir des prêts étudiants allant jusqu'à 60.000 DH par an. «Quelles que soient les circonstances, nous ne bloquons jamais la scolarité d'un étudiant», assure Olivier Aptel, DG.

L'EIGSI, aussi, s'appuie sur des bourses octroyées sur la base des résultats scolaires et des ressources des parents. En moins de 4 ans, le nombre de ces boursiers est passé de 10 à 27%. □

Ahlam NAZIH



# Hausse des frais de scolarité: «Un faux problème!»

Les écoles et universités privées continuent à inscrire leurs étudiants en général jusqu'à début octobre (voire au-delà). Avec la crise de l'inflation qui touche pratiquement tous les secteurs, les parents doivent-ils s'attendre à des augmentations côté enseignement aussi? Pour le président de la Conférence des grandes écoles, la question des tarifs est un «faux problème». Il nous explique sa vision.

**- L'Economiste: Avec ce contexte inflationniste, faut-il s'attendre à des augmentations des frais de scolarité dans le supérieur privé?**

**- Moulay Ahmed Lamrani:** Je pense qu'il s'agit d'un faux problème. Les managers des établissements d'enseignement du secteur privé intègrent dans leur business plan toutes les variables de notre écosystème: coût des inputs d'une formation de qualité, les variables exogènes de notre environnement économique et social (niveau social, pouvoir d'achat, situation géographique...) A ma connaissance, rares sont les établissements qui ont pondéré leurs frais d'études, malgré les changements apportés par la loi de finances 2023 (ndlr: augmentation du taux d'IR sur la vacation). Il est temps de changer de regard sur l'enseignement privé, en ne s'intéressant qu'à cet aspect qui est naturel sous d'autres cieux. Mais si jamais il doit y avoir une augmentation des frais, elle doit être consi-



*Moulay Ahmed Lamrani, président de la Conférence des grandes écoles, également président du Groupe HEEC Marrakech: «Il est temps de changer de regard sur l'enseignement privé. Si jamais il doit y avoir une augmentation des frais, elle doit être considérée normale et non anormale. Un enseignement de qualité a un coût» (Ph. AL)*

dérée normale et non anormale. Un enseignement de qualité a un coût.

**- Pour les parents qui subissent de plein fouet une inflation exceptionnelle, à tous les niveaux, le sujet n'est pas perçu comme un faux débat...**

- Tous les secteurs sont touchés: gasoil, huile, transport..., et non seulement notre activité. Ceux qui cherchent nos services investissent dans la formation de leurs enfants, car le public n'offre pas notre qualité d'enseignement. C'est dans ce sens que je parle de faux problème.

Il ne faut pas oublier que l'ensemble des établissements du secteur octroient chaque début d'année des bourses pour les plus défavorisés. Je me demande pourquoi personne n'en parle. Afin d'éviter d'évoquer ce faux problème chaque début d'année, il est temps que l'Etat intègre dans sa stratégie des conditions d'encouragement et d'accompagnement du secteur, pour qu'il puisse jouer son rôle. La loi cadre 51-17 le définit en tant que partenaire à part entière. Il est temps que les mentalités changent pour ne plus faire de distinction entre le privé et le public.

**- Cette rentrée est marquée par la réforme de la licence. Qu'est-ce que cela change pour le privé?**

- Cette réforme concerne tous les établissements de l'enseignement supérieur, publics et privés. Elle passera par deux étapes: la première démarre à partir de ce septembre. Elle couvre la licence et le doctorat. La deuxième, elle, s'intéressera au master. Son entrée en vigueur est programmée pour 2024-25. Une restructuration du contenu des matières enseignées par semestre est prévue: cinq modules

disciplinaires, un module de langue et un de soft skills. La nouveauté, c'est l'intégration des langues qui posaient problème aux établissements publics dans l'ancien système. Le privé a toujours accordé une grande importance aux langues. Elles sont enseignées durant les deux cycles, licence et master.

**- L'obligation de certification en langues est valable aussi pour le privé?**

- Absolument. Cependant, de manière générale, cette mesure est-elle faisable, et est-elle suffisante? Je ne le pense pas. Le problème d'acquisition des langues doit être traité dans les cycles d'enseignement fondamental. Et là, c'est une autre paire de manches.

La réforme a, en outre, introduit l'ouverture sur d'autres modes d'enseignement. En plus du présentiel, l'on peut adopter l'enseignement à distance à concurrence de 30% du volume horaire, l'alternance et la mobilité étudiante. Reste à mettre en place les textes d'application et une mise à niveau des autres départements pour rendre l'alternance possible. □

Propos recueillis par Ahlam NAZIH

## Des gagnants et des perdants

**- Comment se comporte le secteur privé, plus de trois ans après le déclenchement de la crise Covid?**

- L'expérience du Covid a été un catalyseur pour l'ensemble des établissements privés structurés. En revanche, elle a dévoilé la fragilité de certains d'entre eux, qui n'ont pas pu s'adapter aux mutations du système éducatif. Nous pouvons confirmer qu'un nouvel élan a été impulsé. Côté qualité, beaucoup d'efforts ont été consentis. La majorité des établissements, particulièrement les universités et écoles privées reconnues, ont investi dans les méthodes pédagogiques les plus performantes, et dans des formations innovantes, en adéquation avec les besoins de notre économie. Les universités

privées se sont développées en adoptant une orientation vers les branches les plus prisées, à savoir la médecine, l'architecture et les sciences de l'innovation. Cette orientation a permis une augmentation substantielle des effectifs. Par contre, en dehors des établissements reconnus, le reste du secteur a été affecté par la crise.

Enfin, le nombre des établissements reconnus est passé de 8 universités privées et seulement 3 grandes écoles, à respectivement 10 universités et 26 écoles entre 2019 et 2023. C'est un gage de qualité et de crédibilité. En dehors de quelques contraintes administratives, et quelques mentalités malveillantes, le secteur a pris une bonne trajectoire. □

## Les 20% des effectifs du supérieur, impossibles à atteindre?



**L'**OBJECTIF des 20% des effectifs du supérieur inscrits dans le privé, fixé par la Charte d'éducation et de formation vers la fin des années 90, n'est toujours pas atteint. Le privé continue de tourner autour d'une moyenne de 5%. Est-ce finalement impossible à réaliser? «Avant, les conditions étaient favorables au développement du secteur. Entre temps, il a connu des péripéties qui l'ont bloqué dans son élan. Mais il a survécu grâce aux sacrifices des fondateurs des premières écoles du Maroc, regroupées au sein de la Conférence des grandes écoles», explique Moulay Ahmed Lamrani. «Est-ce que les conditions actuelles sont favorables pour prétendre à une meilleure participation? Pour être réaliste, je ne le pense pas», concède-t-il. Au Maroc, les opérateurs manquent toujours de soutien et d'accompagnement. Pour Lamrani, il est temps que l'Etat prenne à son compte la défense du secteur. □

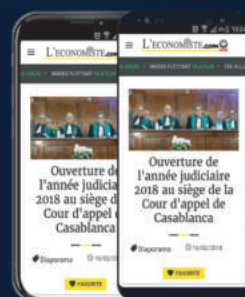


# L'ECONOMISTE



LA RÉFÉRENCE AU QUOTIDIEN

## DANS CHAQUE STRATÉGIE, DE BONNES INFORMATIONS



DISPONIBLE SUR  
 Google Play

DISPONIBLE SUR  
 App Store

[www.leconomiste.com](http://www.leconomiste.com)



# Pourquoi les sciences et techniques cartonnent dans le privé?

■ C'est le premier domaine d'études choisi par les nouveaux bacheliers

■ Des besoins importants en recrutement

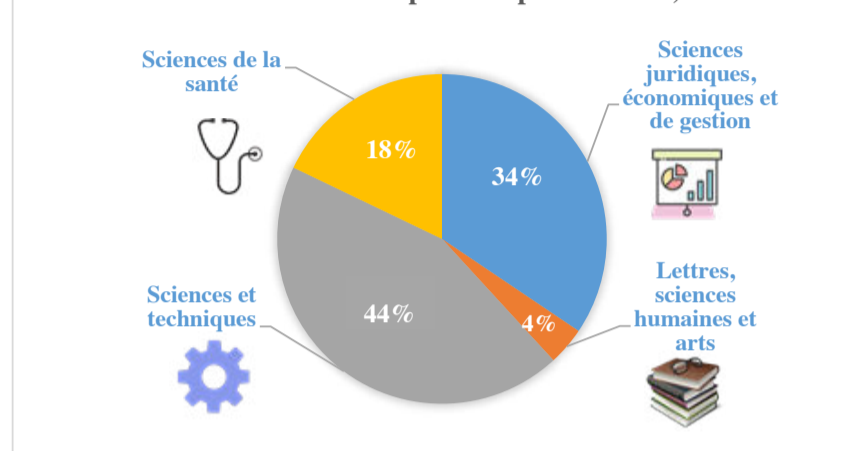
■ Les sciences de management aussi se distinguent

SI dans le public les étudiants choisissent d'abord le droit, l'économie et la gestion, dans le privé ils optent en premier pour les sciences et techniques. Presque la moitié des nouveaux inscrits dans les établissements privés en 2022 se sont orientés vers ce champ disciplinaire (voir illustration). Pourquoi les sciences et techniques les attirent-ils plus?

«Les étudiants et les parents établissent leur projet d'études en fonction de la demande du marché de l'emploi. Actuellement, le besoin est dirigé vers les sciences et techniques: santé, énergies renouvelables, aéronautique, automobile, mobilité, logistique... Et les sciences nouvelles telles que l'intelligence artificielle, la sécurité informatique, l'environnement, le traitement des eaux..., ainsi que tous les métiers de service», relève Youssef Ben El Mostafa, DG de l'EIGSI. Un avis partagé par Moncef El Kharroubi, DG de l'Université Atlantique (UNA), qui ouvre ses portes cette année à Casablanca. «Le monde a plus que jamais besoin d'ingénieurs qui ont et auront un rôle central à jouer pour relever

## A peine 4% pour les lettres et sciences humaines

(Répartition des nouveaux inscrits dans les établissements supérieurs privés - 2022)



Source: MESRI

Les lettres et sciences humaines sont le domaine qui attire le moins dans le privé. Dans le public, elles pèsent pour plus de 21% dans l'ensemble des nouvelles inscriptions

le défi que constituent les transitions digitale, énergétique et environnementale que nous vivons», souligne-t-il, en rappelant le déficit structurel dont souffre le Maroc en termes d'ingénieurs. Un déficit aggravé par la «fuite des cerveaux». «Sous l'impulsion de l'accélération de l'industrialisation de notre économie et le positionnement du Maroc en tant que hub régional, des secteurs tels que l'IT, l'ingénierie, la production ou encore les énergies renouvelables, requièrent des profils hautement qualifiés. Et nos étudiants, conscients de ces opportunités, se dirigent de plus en plus vers ces filières porteuses», explique El Kharroubi.

Les capacités d'accueil étant limitées dans le public, notamment dans les grandes écoles et établissements à accès sélectif, les étudiants se dirigent

vers le privé pour intégrer des formations d'excellence dans les domaines scientifiques et techniques. «Et de plus en plus de familles sont prêtes à investir dans un enseignement privé de qualité, où le suivi est plus individualisé et les débouchés plus prometteurs», appuie le DG de l'UNA. Pour lui, le privé présente plusieurs atouts qui plaident en sa faveur: des méthodes pédagogiques innovantes, des alliances avec des institutions internationales de renom, un encadrement rapproché, et des partenariats plus étroits avec le monde de l'entreprise. Avec la réforme de la licence, introduisant la formation par alternance, les établissements pourront davantage se rapprocher des milieux socioéconomiques. «Ce principe d'alternance en entreprise sera, dès cette année, rendu

obligatoire pour tous nos étudiants en cycle master. Ils pourront rejoindre nos sociétés partenaires pour acquérir une forte expérience professionnelle avant l'obtention de leur diplôme», confie le DG de l'UNA.

Le prix des formations en sciences et techniques, généralement moins élevé que celui des parcours en commerce et management, pourrait également expliquer la tendance. Toutefois, selon les patrons des business schools, les sciences de management aussi connaissent un engouement de plus en plus marqué. □

Ahlam NAZIH

## Si l'on regarde de près les chiffres de l'université publique

L'ANALYSE des chiffres des universités publiques révèle deux tendances. Au niveau des facultés à accès ouvert, les sciences ne représentent que 14% des effectifs des nouveaux inscrits, tandis que le droit, économie et gestion en captent 59,5%, et les lettres et sciences humaines près du quart. Mais si l'on s'intéresse aux établissements à accès sélectif, la tendance s'inverse. Les sciences et techniques (26,3%) et la technologie (26%) sont les premières destinations des étudiants, suivies des sciences de l'ingénieur (13%) et du commerce et gestion (11,6%). □

## Des frontières de plus en plus minces entre disciplines

LES sciences juridiques, économiques et de gestion sont le deuxième champ disciplinaire choisi par les étudiants du privé. En 2022, le tiers des nouveaux effectifs s'y est orienté. Leur succès ne se dément pas non plus. «Nous observons depuis quelques années un engouement croissant pour le management, et pour une raison très simple: les entreprises ont un besoin important en jeunes diplômés, agueris aux techniques de marketing, de finance, de ressources humaines ou encore de logistique, pour assurer leur développement», partage Olivier Aptel, DG de Rabat Business School. «Pour cela, elles s'appuient sur des business schools davantage qualitatives. Le système d'enseignement su-



périeur en management marocain est capable aujourd'hui de rivaliser avec les meilleures institutions mondiales pour répondre aux besoins croissants des entreprises», ajoute-t-il. En 2022, par exemple, RBS a réussi à se hisser au top 100 mondial des écoles de management, selon le classement du Financial Times.

«Les frontières entre les sciences & techniques et les sciences du management deviennent de plus en plus perméables. Un lauréat d'une Business School peut diriger une unité industrielle ou lancer une start-up dans le domaine de la technologie, et un ingénieur peut aussi développer une carrière managériale en Marketing ou en Finance», fait remarquer, pour sa part, Thami Ghorfi, président de l'ESCA. D'ailleurs des business schools commencent à initier

leurs étudiants à des domaines comme l'IA et les big data. «Nos étudiants bénéficient tous, quelle que soit leur spécialité, de la compétence managériale toujours couplée de la compétence technologique qui va avec. C'est un must!» confie Ghorfi. «La crise du Covid a aussi renforcé la convergence entre les secteurs et les métiers, et révélé les possibilités de réorientation et de mobilité professionnelle», poursuit-il. Le patron de l'ESCA rappelle, en outre, l'une des tendances phares relevées par le dernier rapport du World Economic Forum, Future of Jobs 2023, selon laquelle le besoin des entreprises s'exprime davantage en matière de soft skills: créativité, esprit d'analyse, curiosité, agilité, lifelong learning... □



**BUSINESS SCHOOL**



**ECOLE D'INGÉNIERIE**



**INSTITUT DES SCIENCES  
POLITIQUES, JURIDIQUES  
ET SOCIALES**



**FACULTÉ  
DES SCIENCES  
DE LA SANTÉ**

**PÉDAGOGIE  
INNOVANTE**

**CULTURE  
ENTREPRENEURIALE**

**EXCELLENCE  
ACADÉMIQUE**

**INTERNATIONALISATION**

## Engineering School

## Business School

### LICENCE :

- Informatique appliquée au Management

### MASTER :

- Management & Ingénierie Informatique

### CYCLE D'INGÉNIEUR :

( 3 ANS APRÈS UN BAC +2 )

- Business intelligence et cloud computing
- Big Data et Data Sciences

### LICENCE :

- Management des affaires

### MASTERS :

- Management et Marketing digital
- Audit et Contrôle de gestion
- Comptabilité, Contrôle et Audit
- Fintech et Innovation Financières
- Master RH et GDC
- Ingénierie et Management Financier

+ (212) 05 24 31 44 10 / 06 61 29 85 60

Contact@eheec.ac.ma

Boulevard Abou Oubeida AL-JARAH,  
Marrakech, Maroc

DÉCOUVREZ PLUS  
EN UN SEUL SCAN

